

Le Monde 27/11/02

Turquie : dire oui est vital

par Michel Rocard

APRÈS TOUT, il faut peut-être savoir gré à M. Giscard d'Estaing d'avoir, à propos de la Turquie, crevé l'abcès. A force de ne pas oser en parler, de petites concessions en petites lâchetés, nous autres Européens étions en train de nous acheminer doucement vers une crise majeure.

Une décision de principe, favorable à l'adhésion turque, que nos chancelleries n'auraient pas osé ne pas prendre puisque la même fut déjà prise il y a quelques décennies au Conseil de l'Europe, à l'OCDE et à l'OTAN, que l'Union européenne elle-même s'est engagée sur le principe il y a longtemps, avec confirmation il y a deux ans, et que nos amis américains

y poussent fortement, courrait grand risque de se heurter au refus catégorique d'opinions publiques à qui l'on n'a rien expliqué. La gifle que serait pour la Turquie un rejet par référendum raté aurait des conséquences géostratégiques redoutables.

Ouvrir le débat est donc une urgence. La Turquie a de quoi faire peur. C'est le tiers-monde, c'est l'islam à nos portes. Ce sont aussi 66 millions d'habitants, un peu plus que l'Angleterre, l'Italie ou la France. Dans trente ans, elle friserait les 100 millions d'habitants, dépassant alors l'Allemagne : le premier des pays de l'Union ? Elle est brutale et ne s'en cache pas : Arméniens, Chy-

prètes et Kurdes l'ont tous payé de grandes souffrances. Elle est pauvre, aussi, et c'est même cette pauvreté qui donne aux Européens de l'Ouest l'impression que, derrière la demande d'adhésion, se profilent des millions de Turcs en recherche d'émigration et d'asile économique.

*Lire la suite et deux autres
points de vue page 18
et nos informations page 5*

MICHEL ROCARD, ancien premier ministre, est président de la commission de la culture au Parlement européen.

La Grèce achète pour 2,1 milliards d'euros d'armements

Un important programme d'équipement est conclu avec des firmes européennes et américaines

LA GRÈCE, dont les relations avec son voisin turc sont traditionnellement complexes, vient d'annoncer un important programme d'acquisition et de modernisation d'armes, qui représente un investissement de 2,1 milliards d'euros. Le ministre de la défense, Yannis Papantoniou, a expliqué, lundi 25 novembre, à Athènes, qu'il s'agit de garantir la sécurité nationale et, notamment, « d'avoir une capacité de réaction effective en mer Egée » pour « protéger les îles », qui sont l'objet d'un contentieux ancien et non encore résolu avec Ankara.

Ce programme d'armement doit s'étaler d'ici à 2005. Lors des discussions avec ses éventuels fournisseurs, la Grèce a ramené le coût initial de 4 à 2,1 milliards d'euros.

Les commandes concernent l'achat de 42 hélicoptères de manœuvre NH-90 au groupe européen Eurocopter, dont 6 exemplaires pour les forces spéciales, selon un engagement vis-à-vis de l'OTAN d'en accroître le savoir-faire. De même, la Grèce va acquérir ferme 12 hélicoptères d'attaque Apache,

conçus par Boeing, et 4 autres en option. Outre la commande d'une nouvelle frégate, les opérations de modernisation propres à la marine hellène ont trait à la transformation, par un chantier grec, de six frégates avec l'aide du groupe français Thales (ex-Thomson-CSF) pour leur électronique.

M. Papantoniou a ajouté qu'il envisageait de commander des blindés de combat d'infanterie, mais que la décision restait à prendre probablement avant 2005.

« Nous avons acheté tout ce qui était absolument nécessaire », a déclaré le premier ministre, Costas Simitis, selon son porte-parole, pour apaiser les critiques de l'opposition conservatrice qui accuse le gouvernement de « non-transparence » sur les procédures.

En mars, déjà, la Grèce avait fait savoir qu'elle commanderait 170 chars Leopard allemands, 12 avions de transport Hercules américains et des équipements de guerre électronique pour ses 60 avions de combat F-16 américains. Le Leopard-2 avait été choisi

de préférence au char Abrams américain, au Challenger britannique et au Leclerc français. Concernant ces commandes, les premières livraisons sont attendues en 2003.

Enfin, plus récemment, Athènes a sélectionné, fin octobre, l'engin automatique de reconnaissance (drone) tout temps et tout terrain Sperwer, mis au point par le groupe français Sagem. Le Sperwer a été retenu pour son aptitude à surveiller des zones difficiles et à localiser ses cibles malgré les masques qu'il offre un terrain montagneux.

PRÉOCCUPATIONS BUDGÉTAIRES

La Grèce, membre de l'Alliance atlantique comme l'est la Turquie mais membre aussi de l'Union européenne et de la zone euro, entend répondre au souci de l'OTAN d'adapter l'équipement de ses forces armées aux nouvelles exigences de la sécurité internationale. Mais elle doit faire face à des préoccupations budgétaires qui lui ont fait, par exemple, prendre la décision en 2001 de reporter sine die la commande de 60 avions de combat

européens Typhoon (l'ex-Eurofighter). Ce contrat était estimé à environ 4,5 milliards d'euros.

Ce report a été présenté à l'époque comme le moyen de développer le système de retraites et de santé en vigueur dans le pays. Athènes avait expliqué qu'il possédait assez d'avions de combat pour dissuader d'éventuels raids turcs.

Les crédits affectés au ministère grec de la défense, qui emploie quelque 177 600 hommes et femmes, dont 98 300 sont des conscrits, s'élevaient à 3,4 milliards d'euros en 2002. M. Papantoniou évaluait à 5 % la part du produit intérieur brut (PIB) consacrée à la défense du pays. Soit un des taux les plus forts, avec celui de la Turquie, parmi les Etats membres de l'OTAN.

On prête à Athènes l'intention de ramener, l'année prochaine, ce taux de dépenses militaires à 4 % du PIB et d'examiner alors, dès janvier 2003, comment s'inséreraient les autres commandes d'armement à partir de 2005.

Jacques Isnard

Le Monde 27/11/02 p.6

Turquie : dire oui est vital

Suite de la première page

La réalité est cependant plus nuancée et plus complexe que ne le laissent penser ces images trop simples. En termes économiques tout d'abord : si le revenu turc par habitant n'est qu'un gros quart de celui de la République grecque de Chypre, ou les deux tiers de celui de la République tchèque, il est, à 10 % près, voisin de celui de la Pologne, des pays baltes ou de la Slovaquie, et presque triple de celui de la Roumanie et de la Bulgarie, qui ont le statut de candidat agréé, même si elles ne font pas partie du premier groupe.

La Turquie connaît depuis trois ans une crise économique grave. Mais, si elle la maîtrise, on peut penser que la « pulsion d'émigration » pourrait fort bien être moins forte en Turquie que chez bien des candidats mieux agréés dans l'actuelle Union.

Mais cela, qui est déjà fort important, n'est pas l'essentiel.

En matière de paix et de tranquillité internationale, nul ne saurait dire que le XXI^e siècle se présente bien. Sur son flanc oriental, l'Europe doit, dans les décennies qui viennent, maîtriser et tout faire pour diminuer deux tensions possibles qui, en s'aggravant, deviendraient majeures.

La première concerne ses relations avec la Russie. Si elles venaient à se détériorer, les forces nationalistes et antioccidentales toujours à l'œuvre dans ce grand pays verraient leur poids politique progresser. Sans traiter ici de la relation directe entre l'Europe et la Russie, il faut prendre en compte l'influence que ce pays conserve dans les anciennes Républiques soviétiques d'Asie occidentale et centrale. Leur sensibilité pourrait tout à fait jouer dans le même sens. Or, cinq sur six de ces Républiques sont turcophones : l'influence majeure qui y dispute celle de la Russie vient de Turquie. Un camouflet à la Turquie y aggraverait un anti-occidentalisme

musulman, verrait dans cet argument la raison ultime du refus. Par un effet bien naturel, l'UE se verrait dès lors définie comme un club chrétien.

Ce n'est pas ce qu'elle est. S'il est hors de doute que parmi les valeurs qui nous sont communes et nous rassemblent beaucoup sont d'origine chrétienne, il en est bien d'autres, tout aussi essentielles, qui se sont construites et affirmées contre l'Eglise ou les Eglises.

L'UE est un ensemble de nations qui se sont liées entre elles par des traités et des institutions parfaitement séculiers, laïques au sens français du mot. C'était d'ailleurs le seul moyen de faire vivre ensemble des communautés nationales à dominante catholique, protestante ou orthodoxe et de garantir les droits d'importantes communautés juive et musulmane.

Aucun organe de l'Union n'a donc compétence pour tirer de ce qu'elle est et des traités qui la fondent un argument négatif à l'endroit d'une nation candidate à l'adhésion à raison de sa religion dominante. Ce serait en outre entrer dans des contradictions insoutenables : chacun sait bien que, dans une dizaine d'années, dans l'ex-Yougoslavie, la Slovanie ayant montré le chemin, l'Albanie et la Bosnie musulmanes demanderont leur adhésion, et qu'il faudra répondre oui pour conforter la paix, la stabilité et le développement dans toute la zone.

Enfin ce serait une maladresse extrêmement grave, à l'encontre des 10 millions de musulmans qui vivent en Europe, et plus encore de toute la communauté musulmane du monde. Le problème-clé des relations de l'Occident avec cette immense communauté d'un mil-

L'Union européenne
doit faire
de la politique
pour créer
son avenir

La seconde grande tension dont l'Europe doit en priorité se soucier concerne la relation générale de l'Occident avec les pays musulmans. Le rejet de la Turquie dans les ténèbres extérieures ne serait pas ressenti comme une méfiance et une offense par la seule Turquie, mais dans toute cette immense zone. Au-delà du poids géostratégique que sa population (en tout près de 200 millions d'habitants) et sa place sur la carte du monde lui confèrent, cette région recèle la deuxième grande réserve pétrolière du monde après le Moyen-Orient. On ne saurait négliger cette réalité.

A plus long terme et si se confirme le pronostic somme toute raisonnable d'une croissance continue, l'humanité rencontrera des problèmes de ressources. Le seul grand réservoir de ressources naturelles encore à peu près inexploré – hors le cas du fond des océans – est la Sibirie. Si rien ne change, le plus probable est qu'au milieu de ce siècle cet immense gisement d'à peu près tout sera principalement mis en valeur par un consortium sino-japonais.

Il n'est naturellement pas exclu que nous puissions vivre en paix avec ces pays, mais si l'Europe tient à prendre sa part dans cette aventure et à assurer la sécurité de ses approvisionnements, cela passe par la Russie et les Républiques turcophones d'Asie centrale. Il faut y regarder à deux fois avant d'afficher l'inimitié.

L'Europe a donc un intérêt stratégique tout à fait évident à intensifier au maximum ses liens avec la Turquie. Si nous devons néanmoins refuser son adhésion, il faudrait que les motifs soient forts. Quels pourraient-ils être ?

La pauvreté la rend trop différente du reste de l'Union ? Rien qu'en la présentant, nous avons déjà vu que l'argument ne tient pas.

Elle est musulmane ? Cet argument, que l'on n'ose guère formuler publiquement, et auquel M. Giscard d'Estaing ne s'est pas référé, est sans doute le plus important, celui qui conditionne les évidentes réserves de nos opinions publiques.

Il est tout à fait probable que personne n'osera, dans l'avenir non plus, utiliser cet argument de manière formelle dans des négociations publiques. Mais n'ayons aucun doute : si finalement la réponse faite à la Turquie devait être négative, le monde entier, musulman comme non

musulman : peut-elle accepter des institutions séculières ? J'aimerais écrire laïques, mais il est essentiel d'utiliser ici un vocabulaire mondialement compréhensible. Rejeter la Turquie, ce serait rejeter le plus important, et presque le seul des pays musulmans qui se soit doté d'institutions séculières et les préserver depuis plus d'un demi-siècle.

La Turquie n'est pas européenne, dit M. Giscard d'Estaing. C'est l'argument géographique. C'est aussi l'un des plus blessants pour la Turquie. Byzance-Constantinople-Istanbul a joué sur deux millénaires un tel rôle dans notre histoire que l'« européisme » de la plus grande ville de Turquie s'impose dès l'énoncé de son nom. Le reste devrait s'ensuivre, puisqu'elle est la capitale économique et intellectuelle. Le fait que la Turquie soit à cheval sur deux continents présente un avantage indiscutable de clarification : son appartenance à l'un ou à l'autre faisant doute, elle ne peut être décidée que par choix délibéré tenant à d'autres raisons.

C'est donc bien aux membres de l'UE, et à leurs opinions publiques, de décider s'ils souhaitent voir la Turquie nous rejoindre ou pas. Ni la géographie ni la religion ne suffisant à trancher, le débat va se nouer finalement sur l'image que la Turquie donne d'elle-même aujourd'hui. Elle reste loin de nos usages, mais fait déjà des efforts significatifs, en abolissant la peine de mort et en autorisant l'enseignement des langues minoritaires.

L'Union européenne ne saurait se permettre de faire une application bureaucratique et sectaire de ses critères et de ses règles. Elle doit faire de la politique pour créer son avenir. L'adhésion de la Turquie à l'UE sera une confirmation de sa nature séculière, un acte de paix dans une région fort instable, et, pour l'avenir plus lointain, une assurance-vie.

Michel Rocard

Les textes proposés à la page Débats du Monde peuvent être transmis :

· par voie postale :

Le Monde, page Débats,
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242, Paris

· par télécopie : 01 42 17 21 22

· par courriel : opinions@lemonde.fr

Dans tous les cas, nom, adresse et numéro de téléphone des auteurs doivent accompagner ces envois.